

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

## **La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement**

**Alya Aglan**

L'histoire ne peut être réduite à la séparation entre les faits et les discours sur les faits. Comme le souligne Reinhart Koselleck, le fait historique est « un événement qui se compose toujours d'éléments d'action extra-langagiers *et* langagiers<sup>1</sup> ». Ce qui distingue le fait historique tient précisément à cette particularité : lorsqu'il est historique, le fait est toujours déjà doté d'un sens, donc d'un discours. Certes, l'historien ne se contentera pas des interprétations que les acteurs confèrent à leurs propres actions, mais il est contraint de les prendre pour points de départ de son analyse.

« Le discours parlé (ou le texte lu) et l'événement en train de s'accomplir ne peuvent être disjoints *in actu*, mais seulement distingués analytiquement<sup>2</sup>. »

Comme l'écrit Pierre Guillain de Bénouville en mai 1945 : « La Résistance était un groupe de Volontaires qui comptaient renouveler le monde de demain, et ne pas se séparer au jour de la Libération<sup>3</sup>. »

### **La perception du temps comme critère d'analyse**

Si la perception du temps détermine les formes et le moment de l'activité résistante, il s'agit de repérer, dans le discours résistant, les relations qu'entretiennent passé, présent et avenir, à partir des sources disponibles. Avec l'hypothèse que le temps a été un critère majeur de détermination de l'engagement résistant, l'étude de la Résistance peut alors dépasser, sans les annuler ni les réduire, les dualismes désormais classiques de l'historiographie (gaullistes/communistes, réseaux/mouvements, activisme/attentisme), même s'ils restent valables comme éléments de distinction, tout comme le couple intentionnalité/fonctionnalité mis en évidence par François Marcot<sup>4</sup>, qui sépare avec pertinence la « Résistance-mouvement » de la « Résistance-organisation ». En prenant le temps comme critère de distinction entre les groupes résistants plutôt que les divergences d'opinions et de doctrines politiques ou encore les différentes formes d'organisations existantes, une typologie transversale des acteurs peut alors être tentée<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Cf. Reinhart Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Paris, Hautes Etudes/Gallimard-Le Seuil, 1997, p. 107.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Lettre de Pierre Guillain de Bénouville du 15 mai 1945, publiée dans *L'avenir de la Résistance*, Paris, René Julliard, « Hier et demain », n°11, 1945, p. 15.

<sup>4</sup> Cf. François Marcot, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité » dans Antoine Prost (dir.), *Pour une histoire sociale de la Résistance, Le Mouvement social*, n°180, juillet-septembre 1997, p. 21-41.

<sup>5</sup> Cf. Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance, Essai*, Arles, Actes Sud, 2008, 378 p. Nous empruntons la fin de ce paragraphe à la conclusion de l'ouvrage.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Dans cette perspective, on a proposé de différencier trois groupes. Parmi les « planificateurs », qui conçoivent l'action d'abord comme une préparation à l'action libératrice en coordination avec les Alliés, se détache le groupe des « constituants » (Alger), pour lesquels l'action se trouve subordonnée aux priorités du futur immédiat ou proche – libération et rétablissement de la légalité républicaine – auxquelles se mêlent des horizons plus ou moins lointains : grandeur de la France dans le monde, futur de l'Europe. L'action dans le présent se trouve comme constamment tendue vers l'avenir qu'il s'agit de prévoir et de concevoir.

A l'autre extrémité, les « accélérateurs », impliqués dans l'action directe et le sabotage, emmenés par les communistes, les groupes francs et les réseaux d'action, voient leurs initiatives subordonnées aux priorités du moment présent. Certains de connaître le futur, où se réaliseront les « forces de l'avenir<sup>6</sup> » représentées par des instants privilégiés du passé, ils peuvent se concentrer sur le seul présent de l'action. Ils partagent d'ailleurs cette assurance dans l'avenir avec les chrétiens fervents, également sûrs du futur qui s'annonce, ainsi que de la valeur du sacrifice qu'il exige.

« C'est en prison, à Toulon, en 1941, que j'ai perçu, dit Pierre Guillain de Bénouville à propos des résistants communistes, qu'ils étaient tout simplement animés par une Foi, cette même qualité de Foi qui rendait admirables, comme eux, leurs camarades chrétiens<sup>7</sup>. »

Quant aux activistes non communistes, l'intensité du présent, vécu comme réalisation de soi, offre une sorte de plénitude qui se suffit à elle-même.

Entre ces deux principales options, une troisième voie existe, celle des « sauveteurs », pour lesquels la survie effective des personnes persécutées et traquées constitue l'objectif prioritaire : réseaux et filières d'évasion, missions de protection et de cache des individus traqués. Réaction d'urgence face aux menaces du présent, le refuge, l'aide et l'assistance humanitaire constituent des actions subordonnées à l'immédiat, mais dont l'horizon recouvre celui de l'humanité, alliant le temps court de la guerre au très long terme de l'histoire du genre humain. Après l'apparition spontanée de réseaux d'évasion qui prennent en charge soldats, aviateurs et résistants « brûlés », notamment dans le Nord de la France, la création des services sociaux des mouvements correspond à cette nécessité de préserver les personnes et d'organiser la solidarité, tandis que des organisations spécifiques surgissent pour se consacrer, presque exclusivement, à la priorité que constitue le sauvetage.

## **Pour une analyse du discours résistant**

La parole résistante frappe par sa capacité à intégrer, dans le discours, notamment celui tenu par la presse clandestine, le fait, son interprétation et sa portée historique, mêlant dans la même parole le présent, le passé et l'avenir, soit les trois dimensions du temps<sup>8</sup>. Elle dit ce qui est et ce qui doit être dans le même mouvement. L'usage du

<sup>6</sup> Expression couramment utilisée dans la presse communiste clandestine.

<sup>7</sup> Lettre de Pierre Guillain de Bénouville du 15 mai 1945 dans *L'avenir de la Résistance*, Paris, *op. cit.*, p. 8.

<sup>8</sup> La coïncidence de ces trois dimensions dans le mouvement de la conscience est pour la première fois relevée par Saint Augustin, *La Création du monde et le Temps*, extrait des Confessions, livres XI et XII,

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

discours performatif révèle à la fois la vocation politique et l'ambition sociale des résistants.

Pour étudier l'histoire de la Résistance, force est de confronter l'ensemble des discours qu'elle produit sur elle-même, aussi bien à travers la presse clandestine, les télégrammes, courriers et rapports adressés au BCRA (Bureau central de renseignements et d'action), les consignes venues de Londres, les débats de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, les textes du Conseil national de la Résistance (CNR), que les études et les projets constitutionnels français ou européens ou encore les écrits intimes et journaux personnels. Ce que les résistants disent donne un sens à leurs actions, parce que dire et faire est pour eux inséparable. C'est l'ensemble de ces discours qui confère un sens à ces faits, présents et à venir, et qui constituent l'horizon du politique. Les contradictions innombrables au sein de ces discours permettent d'appréhender la Résistance non seulement comme une suite d'actions plus ou moins concertées, plus ou moins organisées, mais également comme un immense débat politique.

Prendre en compte l'ensemble des discours résistants pour redéfinir le phénomène dans ses rapports au temps ouvre des perspectives. Paradoxalement, le temps, ce « matériau fondamental<sup>9</sup> » de l'historien est un élément encore peu pris en compte par l'historiographie. Le temps est « le plasma dans lequel baignent les phénomènes et comme le lieu de leur intelligibilité » disait Marc Bloch<sup>10</sup>. Mieux qu'un élément extérieur, le temps est une forme *a priori* de la connaissance sensible. Dans la conception moderne du temps<sup>11</sup>, apparue selon Reinhart Koselleck, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, celui-ci ne forme plus le cadre des phénomènes, il leur est intrinsèque :

« Depuis la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, on voit se multiplier les indices soulignant avec emphase une notion de temps moderne. Le temps n'est plus seulement la forme dans laquelle se déroulent toutes les histoires, il acquiert lui-même une qualité historique. Ce n'est plus dans le temps, mais par le temps que s'accomplit désormais l'histoire. Le temps se dynamise en une force inhérente à l'histoire elle-même<sup>12</sup>. »

Il s'agit par conséquent de reconstruire les horizons temporels dans lesquels ces actions et débats politiques résistants se déploient et la manière dont ils interfèrent avec l'événement.

---

Paris, Gallimard, 1993, avant de faire l'objet d'une analyse approfondie dans la phénoménologie husserlienne.

<sup>9</sup> Cf. Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, p. 24, cité par Jean Leduc, *Les Historiens et le temps. Conceptions, problématiques, écritures*, Paris, Le Seuil, 1999. Voir aussi Horst Günther, *Le temps de l'histoire. Expérience du monde et catégories temporelles en philosophie de l'histoire de Saint Augustin à Pétrarque, de Dante à Rousseau*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1995.

<sup>10</sup> Cf. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, rééd. Masson/Armand Colin, 1997, p. 52.

<sup>11</sup> Cf. Jürgen Habermas, *Le discours philosophique de la modernité. Douze conférences*, Paris, Gallimard, 1988.

<sup>12</sup> Cf. Reinhart Koselleck, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, EHESS, 1990, p. 277, cité par Jean Leduc, *op. cit.*, p. 12.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

## Les étapes d'une historiographie contrastée

L'histoire de la Résistance a connu un grand renouvellement depuis l'époque où les acteurs eux-mêmes la prirent en charge, même si les questions que cette histoire a posées depuis l'origine n'ont pas véritablement changé. Elle demeure aujourd'hui une histoire en chantier. Laurent Douzou, dans *La Résistance française : une histoire périlleuse*, en a retracé récemment les grandes étapes et les spécificités<sup>13</sup>.

Dès octobre 1944, la Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération de la France fut créée, suivie de peu par la mise en place du Comité d'histoire de la guerre en juin 1945, « placé auprès de la présidence du Gouvernement provisoire<sup>14</sup> ». En décembre 1951, la fusion des deux organes donne naissance au Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale dont le prolongement scientifique immédiat prit les traits de la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, qui commence à paraître en janvier 1952, avec pour secrétaire général l'ancien résistant, agrégé d'histoire, Henri Michel. La première tâche assignée au Comité est la constitution et l'accumulation de matériaux pour l'historien, notamment grâce à un réseau de correspondants locaux, la collecte d'archives administratives et d'une masse de témoignages non communicables avant cinquante ans.

« Conjurant l'anéantissement d'une mémoire d'autant plus vulnérable qu'elle portait sur des faits clandestins ; commémorer le souvenir des morts ; porter la parole des acteurs ; défendre les valeurs de la Résistance ; préserver la dimension intime et privée d'une histoire passionnelle et passionnée », telles sont les multiples ambitions visées par cette entreprise collective, résume Laurent Douzou<sup>15</sup>. Les pionniers du Comité, parmi lesquels Lucien Febvre et Germaine Tillion, étaient parfaitement conscients de la tension existant entre le dessein mémoriel et la démarche historique. Les préfaces du premier et les publications de la seconde en témoignent explicitement. A quoi s'ajoute l'obstacle à l'histoire que constitue la nature clandestine de l'objet d'étude. Le Comité a pourtant réussi à publier aux Presses universitaires de France, entre 1954 et 1968, une collection intitulée « Esprit de la Résistance » qui a servi et sert encore de terreau à toutes les histoires de la Résistance. Henri Michel a fait le point, après vingt ans de publications, dans sa *Bibliographie critique de la Résistance*, parue en 1964.

S'il ne s'agit pas ici d'entrer dans le détail de l'évolution historiographique<sup>16</sup>, il faut souligner les étapes par lesquelles la connaissance du fait et du milieu résistant est passée. L'histoire de la Résistance a évolué en plusieurs temps, dans un mouvement de balancier, dont les points extrêmes sont constitués d'une vision unificatrice et

<sup>13</sup> Cf. Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Le Seuil, 2005.

<sup>14</sup> Cf. Laurent Douzou, « L'écriture de l'histoire de la Résistance », dans François Marcot (dir.), avec la collaboration de Christine Lévisse-Touzé et Bruno Leroux, *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006, p.834.

<sup>15</sup> Laurent Douzou, *op. cit.*, p. 835.

<sup>16</sup> En mars 2008, s'est tenu à Lyon, un colloque « Ecrire l'histoire de la Résistance », sous la direction de Laurent Douzou, notamment, à paraître aux Presses universitaires de Rennes. Voir aussi Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance*, *op. cit.*, chapitre I « Engagement et action », Actes Sud, 2008, p. 33-61 et « De la Résistance aux résistances : la notion de résistance vue par les historiens français » in *Les courants politiques et la Résistance : continuités ou ruptures ?*, actes du colloque international de Esch-sur-Alzette, Archives nationales, Luxembourg, 2003, p. 225/581-236-581.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

mythifiée à une version focalisée sur les divisions et les failles. La lecture de la collection « Esprit de la Résistance » montre une palette différenciée, de même que les écrits d'époque des résistants. En 1945, Jean Gemahling, issu des rangs du mouvement Combat, écrit ces lignes :

« L'unité de la Résistance que nous clamions, dit-il après la guerre, cachait mal l'irréductible antagonisme de nos convictions politiques. Nous voulions une France nouvelle, mais il ne s'agissait pas de la même France. Et surtout, il ne s'agissait pas du même monde. Car c'était bien le monde et une certaine conception du monde qui étaient en question. Il s'agissait d'autre chose que de reconduire à ses frontières un envahisseur odieux ; il s'agissait d'autre chose même que de replacer la France dans sa grandeur d'antan ; il s'agissait de jeter les bases d'un monde nouveau ; mais, sur les modalités et la tactique, l'accord ne se faisait pas<sup>17</sup>. »

La conscience d'un nécessaire processus d'historicisation, souligné par Jean-Pierre Azéma et François Bédarida dans un article paru dans la revue *Esprit* de janvier 1994, s'ébauche, en filigrane, dès les premiers écrits<sup>18</sup>.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, le renouveau historiographique a moins touché l'histoire de la Résistance que celle de la collaboration et du régime de Vichy. Les historiens de la Résistance, munis de nouvelles sources à chaque génération, ont poursuivi la tradition des monographies de mouvements, avec notamment les ouvrages de Renée Bédarida, Dominique Veillon, Laurent Douzou, Olivier Wieviorka et d'autres<sup>19</sup>. Les ouvrages de Jean-Pierre Azéma et de François Bédarida ont par ailleurs constitué de solides cadres de référence pour les jeunes chercheurs qui s'engageaient sur la voie des études sur la période de l'Occupation<sup>20</sup>. Dans cette période, comme dans la précédente, des personnalités extérieures à la profession, anciens acteurs passés à l'écriture sur un mode historien, ont à leur mesure contribué de manière décisive au progrès des connaissances. Parmi eux, Henri Noguères pour une monumentale histoire-récit de la Résistance en cinq volumes, Daniel Cordier pour Jean Moulin et Jean-Louis Crémieux-Brilhac pour la première somme sur la France libre<sup>21</sup>.

<sup>17</sup> Extrait de la réponse de Jean Gemahling à Pierre Guillain de Bénouville dans *L'avenir de la Résistance*, collection « Hier et Demain », Paris, Julliard, 1945, p. 28.

<sup>18</sup> Jean-Pierre Azéma, « L'historicisation de la Résistance », *Esprit*, janvier 1994, p. 19-35.

<sup>19</sup> Cf. Renée Bédarida, *Les Armes de l'Esprit, « Témoignage chrétien » : 1941-1944*, Paris, Editions ouvrières, 1977 ; Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur : un journal clandestin, un mouvement de Résistance, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1977 ; Laurent Douzou, *La Désobéissance, histoire d'un mouvement et d'un journal clandestins : Libération-Sud (1940-1944)*, Paris, Odile Jacob, 1995 ; Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France, 1940-1949*, Paris, Le Seuil, 1995. Voir aussi Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement Libération-Nord (1940-1947)*, Paris, Flammarion, 1999.

<sup>20</sup> Cf. Jean-Pierre Azéma, *1940, l'année terrible*, Paris, Le Seuil, 1990 ; Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, 2 vol., Paris, Le Seuil, 1993 ; Jean-Pierre Azéma, François Bédarida et Robert Frank (dir.), *Jean Moulin et la Résistance en 1943, Cahiers de l'IHTP*, n°27, juin 1994 ; Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost, Jean-Pierre Rioux (dir.), *Le Parti communiste français des années sombres, 1938-1941*, Paris, Le Seuil, 1986 ; François Bédarida, « L'histoire de la Résistance. Lectures d'hier et chantiers de demain », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°11, juillet-septembre 1996.

<sup>21</sup> Cf. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre, De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996 ; Henri Noguères, en collaboration avec Marcel Degliame-Fouché et Jean-Louis Vigier, *Histoire de la Résistance en France de 1940 à 1945*, Paris, Robert Laffont, 5 vol., 1967-1981.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Depuis la fin des années 1990, l'histoire de la Résistance connaît une nouvelle dynamique. Elle se manifeste d'abord par une série de colloques sur « la Résistance et les Français » organisés par l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP)<sup>22</sup>. Il semble que l'on puisse aujourd'hui parler d'un tournant historiographique qui s'affirme depuis la fin des années 1990. Cette évolution a permis l'inscription de la Résistance dans le champ de l'histoire sociale<sup>23</sup>. Aux travaux d'après-guerre, dominés par une approche politique et événementielle, a succédé une approche sociologique et culturelle, rendue possible par le renouvellement des objets d'étude (femmes, juifs, étrangers, travailleurs requis par le Service du travail obligatoire, maquis, sauvetage), et aussi par l'ouverture d'archives contenant des données socioprofessionnelles jusque-là inaccessibles. En outre, de nouvelles formes d'intelligibilité sont mises en œuvre, par exemple par Pierre Laborie, pour définir les concepts mis en jeu par les historiens, ou par l'historien britannique H. R. Kedward qui intègre dans son œuvre les apports de l'anthropologie<sup>24</sup>. Leurs travaux ont sensiblement modifié les modes d'approche et les questionnements portant sur le monde résistant.

L'histoire de la Résistance continue de se présenter essentiellement comme un champ de monographies reposant tantôt sur une approche régionale<sup>25</sup> renouvelée, tantôt sur des catégories, groupes ou personnalités<sup>26</sup>, ou bien encore sur des organisations. Ces

<sup>22</sup> Cf. Robert Frank et José Gotovitch (dir.), *La Résistance et les Européens du Nord*, Bruxelles, CEGES, 1994 ; Laurent Douzou, Robert Frank, Denis Peschanski et Dominique Veillon (dir.), *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision*, Paris, IHTP, 1995 ; Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995 ; François Marcot (dir.), *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Besançon, Presses de l'université de Franche-Comté, 1996 ; Jean-Marie Guillon et Robert Mencherini (dir.), *La Résistance et les Européens du Sud*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; *La Résistance et les Français, nouvelles approches*, Cahier N°37, IHTP, décembre 1997, 185 p.

<sup>23</sup> Cf. Antoine Prost (dir.), *Pour une histoire sociale de la Résistance. Le Mouvement social*, n°180, juillet-septembre 1997, édité sous le titre : *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, éditions de l'Atelier, 1997 ; Jean-Marie Guillon, « Pour une histoire culturelle (et sociale) de la Résistance », François Marcot « Pour une histoire sociale (et culturelle) de la Résistance », dans François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, op.cit.p.805-818.

<sup>24</sup> Cf. Pierre Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Le Seuil, 2003 ; *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 2001 ; *Les mots de 39-45*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2006. Cf. H. R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy. Idées et motivations, 1940-1942*, Seyssel, Champ-Vallon, 1989 ; *A la recherche du maquis. La Résistance dans la France du Sud, 1942-1944*, Paris, Le Cerf, 1999.

<sup>25</sup> Cf. Christian Bougeard, *Histoire de la Résistance en Bretagne*, J.-P. Gisserot, 1992 ; François Boulet, *Les Montagnes françaises, 1940-1944 : des montagnes-refuges aux montagnes-maquis*, thèse de l'université de Toulouse-Le Mirail, 1997 ; Etienne Dejonghe, Yves Le Maner, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande*, Lille, La Voix du Nord, 1999 ; Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var : essai d'histoire politique*, doctorat d'Etat, 3 vol., université de Provence, 1989 ; François Marcot, *La Franche-Comté sous l'Occupation, 1940-1944*, 2 vol., Cêtre, 1989 ; Jacqueline Sainclivier, *La Résistance en Ille-et-Vilaine, 1940-1944*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1993.

<sup>26</sup> Cf. Maurice Agulhon, *De Gaulle. Histoire, symbole, mythe*, Paris, Plon, 2000 ; Jean-Pierre Azéma, *Jean Moulin, le politique, le rebelle, le résistant*, Paris, Perrin, 2003 ; Renée Bédarida, *Pierre Chaillet : témoin de la résistance spirituelle*, Paris, Fayard, 1988 ; Robert Belot, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, Paris, Le Seuil, 2003 ; Christian Bougeard, *René Plevin. Un Français libre en politique*, Rennes, PUR, 1995 ; Jean Charbonnel, *Edmond Michelet*, Paris, Beauchesne, 1987 ; Daniel Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, 3 vol. Paris, Jean-Claude Lattès, 1993, *Jean Moulin : la république des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999 ; Laurent Ducerf, *François de Menthon. Un catholique au service de la République (1900-1984)*, Paris, Le Cerf, 2006 ; Olivier Dumoulin, *Marc Bloch*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000 ; Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998 ; Martine Pradoux, *Daniel Mayer. Un socialiste dans la Résistance*, Paris, Editions de l'Atelier,

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

limitations spatio-temporelles demeurent nécessaires en histoire et il ne s'agit pas d'y renoncer. Mais pour appréhender le phénomène dans sa globalité, force est de tenter des déplacements de frontières, de manière à ouvrir l'étude de la Résistance à d'autres champs de curiosité, comme le remarque Jacques Chesnier dans son introduction à *La Sarthe déchirée* :

« Un département n'est qu'une entité administrative qui ne peut être appréhendée historiquement comme un espace culturel ou même géographique, car cela revient à éliminer pratiquement les forces centrifuges régionales ou nationales. Nous ne pouvons considérer l'espace sarthois en lui-même mais l'analyser en tenant compte de l'espace national et international dans le cadre d'une guerre mondiale, totale et idéologique<sup>27</sup>. »

La difficulté consiste précisément à intégrer les limites<sup>28</sup>, dans leur multiplicité, pour les replacer au cœur de l'étude du phénomène résistant et mettre ainsi en cohérence ce qui se présente dans un emboîtement d'échelles spatio-temporelles. Aussi sommes-nous conduits à désenclaver le phénomène résistant, notamment en dépassant l'approche monographique – géographique, catégorielle et organisationnelle – et en soulignant la dimension européenne, en suivant les voies tracées par Jacques Sémelin<sup>29</sup>.

De nouveaux terrains s'offrent à la recherche. Par exemple, l'activité résistante ne s'arrête pas à la porte des prisons et se poursuit selon d'autres modalités, dans un autre temps et dans un autre espace. Le 13 avril 1945, deux jours après le début de la révolte du camp, un groupe de socialistes allemands, soutenus par une cinquantaine d'autres socialistes français, belges, autrichiens, tchécoslovaques, hollandais et polonais, signent le Manifeste de Buchenwald en faveur d'une fédération socialiste européenne. Le texte a été rédigé par Hermann Brill, après une année de consultations secrètes dans le camp<sup>30</sup>. Pour ce qui relève de la Résistance dans les lieux d'internement, prisons ou camps de concentration, des travaux récents ouvrent la voie<sup>31</sup>. Comme le montre la réflexion de Claire Andrieu sur la Résistance, menée à travers l'exemple des résistantes françaises à Ravensbrück, l'analyse des comportements résistants dans ces lieux confinés rejaillit sur la compréhension du phénomène résistant. Autre barrière à maintenir levée, celle qui réduit la Résistance à sa partie organisée. En mettant en avant la notion de « résistance civile », Jacques Sémelin a mis l'accent sur cet aspect trop peu étudié. Les activités de sauvetage entrent souvent dans cette catégorie de la résistance civile. L'examen de la « société du sauvetage », instable, imprévisible, mais pourtant statistiquement constante,

---

2002 ; Frédéric Turpin, *André Diethelm, 1896-1954. De Georges Mandel à Charles de Gaulle*, Paris, Les Indes savantes, 2004 ; Nancy Wood, *Germaine Tillion, une femme-mémoire*, Paris, Autrement, 2003 ; Jean-François Muracciole, *Histoire de la Résistance en France*, PUF, « Que sais-je ? », 1993

<sup>27</sup> Cf. Jacques Chesnier, *La Sarthe déchirée 1939-1944*, Le Mans, Editions Libra Diffusio, 2008, p. 9.

<sup>28</sup> Cf. Eric Alary, *La ligne de démarcation*, Paris, Perrin, 2003.

<sup>29</sup> Cf. Jacques Sémelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe 1939-1945*, Paris, Payot, 1989 et Henri Michel, *La Guerre de l'ombre. La Résistance en Europe*, Paris, Grasset, 1970.

<sup>30</sup> Cf. Walter Lippens, *Documents on the History of European Integration*, 2 vol., Berlin, Walter de Gruyter, 1985-1986, p. 449-450.

<sup>31</sup> Cf. Claire Andrieu et Christine Bard (dir.), dossier : « Femmes en résistance à Ravensbrück », *Histoire@Politique*, Politique, culture, société, N°5, mai-août 2008 (<http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=05>).

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

renouvelle l'histoire sociale de la Résistance<sup>32</sup>. Cette recherche de la Résistance en-dehors de ses cadres et de ses institutions bien connus correspond aussi à une tendance de l'historiographie qui tend à s'affirmer ces dernières années. Paru en 2006, le *Dictionnaire historique de la Résistance française* l'a exprimée dans son introduction<sup>33</sup>. Si la Résistance active a été le fait d'une minorité, celle-ci n'aurait pas survécu sans la complicité silencieuse ou même les multiples formes de solidarité manifestées par une grande partie de la société environnante comme le démontrent avec force les travaux de H. R. Kedward sur les maquis. Les historiens de la Résistance penchent dans l'ensemble, actuellement, pour refuser d'établir une symétrie entre une minorité de collaborateurs militants et une minorité de résistants, les uns équivalant, pour ainsi dire, aux autres.

## Les résistants du temps long

La Résistance se définit comme une contre-société, porteuse d'un projet de société pour l'après-guerre. Robert Frank insiste avec raison sur l'importance de la chronologie concernant l'engagement résistant.

« A côté de leurs choix éthiques et géopolitiques, qui les intègrent dans le camp allié, les résistants sont confrontés à un défi chrono-politique, c'est-à-dire la gestion politique de leur temps : il faut donner un sens à l'acte résistant présent, déconnecté encore de l'acte de la libération inenvisageable dans l'instant<sup>34</sup>. »

En vertu de ce rapport au temps, Robert Frank propose une définition de la Résistance qui intègre ce paramètre essentiel. « La Résistance est à la fois la conscience d'une finalité différée et un besoin immédiat d'exister<sup>35</sup> », c'est-à-dire une inscription nécessaire dans le présent, doublée d'une projection dans l'avenir que l'on prévoit plus ou moins proche en fonction du déroulement général du conflit. Au-delà de la dénonciation d'un système de gouvernement jugé illégitime et du combat connexe contre la nouvelle législation, les mouvements de résistance proposent leur propre vision du monde<sup>36</sup> et avancent un certain nombre de projets concernant la société à construire lorsque, avec la libération du territoire, le régime de Vichy, tourné vers le passé, disparaîtra. Ces anticipations comme l'usage de références au passé nous permettent de replacer la Résistance dans le temps long de l'histoire<sup>37</sup>, celui qui s'ouvre avec la Révolution française, revendication constamment présente dans le

<sup>32</sup> Cf. Jacques Sémelin, Claire Andrieu et Sarah Gensburger, *La résistance aux génocides, De la pluralité des actes de sauvetage*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 550 p.

<sup>33</sup> « Introduction », par le conseil scientifique du *Dictionnaire historique de la Résistance française*, *op.cit.*

<sup>34</sup> Cf. Robert Frank, « Identités résistantes et logiques alliées », *Les Cahiers de l'IHTP. La Résistance et les Français. Nouvelles approches*. N°37, décembre 1997, p. 76.

<sup>35</sup> Cf. Robert Frank, *ibid.*

<sup>36</sup> Cf. Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance, Défense de la France 1940-1949*, Paris, Le Seuil, 1995. On y trouve les projets de constitution rédigés par les membres du mouvement. Voir aussi Jean-Eric Callon, *Les Projets constitutionnels de la Résistance. Textes rassemblés et présentés par Jean-Eric Callon*, Paris, La Documentation française, 1998.

<sup>37</sup> Cf. Claire Andrieu, « La Résistance dans le siècle », dans François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op.cit.*p.46-54, Jean-Marie Guillon et Christian Bougeard, « La Résistance et l'histoire, passé/présent », *Les Cahiers de l'IHTP*, n°37, *op. cit.*, p. 29-45.



Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

discours résistant, qui lie le présent de l'action, le futur de la libération et le passé comme modèle de référence. Ces références, qui travaillent en profondeur la réflexion clandestine dans son ensemble, notamment socialiste et communiste, ne sont pas de simples rappels du passé visant à légitimer l'action résistante présente, elles forment un héritage commun revendiqué comme producteur de sens. Ainsi apparaît de manière évidente l'inscription de la Résistance dans une tradition longue de lutte contre l'oppression. Phénomène longtemps jugé unique, sans précédent, aux yeux des contemporains comme aux yeux de l'Histoire, une large part de la Résistance française doit aujourd'hui être replacée dans une perspective plus vaste, pensée comme un prolongement et une mise en pratique des idéaux universels de 1789 dont elle se dit explicitement héritière. Ces références doivent être interrogées à travers l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle dans lequel la Résistance puise ses racines. Des comparaisons ont été esquissées dans l'espace<sup>38</sup>, européen notamment, mais non dans le temps. Il s'agit de lire et de comprendre la Résistance qui s'organise à partir de l'automne 1940 comme la fille des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle et de montrer qu'il se rejoue là un certain nombre de réflexes ou d'acquisitions politiques qui ne surgissent pas de nulle part. Ce qui fait converger résistance et révolution, c'est l'insurrection contre l'ordre imposé qui prive l'homme de son histoire. Or, la reconquête de l'histoire a lieu aussi bien sur le plan personnel que sur le plan collectif.

Il s'agit de se réapproprier l'histoire de sa propre vie, d'en redevenir l'auteur, par l'action individuelle. Mais le sens de cette réappropriation, qui change selon les conjonctures, ne se consolide que lorsqu'il rencontre la reconnaissance d'autres individus et qu'il s'inscrit dans un projet commun. Parmi ces horizons d'anticipation, trois nous ont paru particulièrement significatifs, parce qu'ils structurent, jusque dans les plus infimes détails, aussi bien le but visé que l'expérience partagée :

1) l'horizon de la libération de la patrie occupée comme temporalité spécifique de l'action résistante ;

2) la construction de l'ordre d'après-guerre où la France doit trouver sa place parmi les nations européennes ;

3) l'horizon de l'humanité libérée, celui d'un humanisme utopique et généreux, « humanisme socialiste » ou « synthèse créatrice », dit André Hauriou<sup>39</sup>, entre humanisme chrétien et humanisme des Lumières, qui devra se traduire aussi bien par l'instauration d'un nouvel ordre économique, exempt des servitudes causées par le travail aliénant, que par l'instauration d'un nouvel ordre politique mondial<sup>40</sup>. Même si, dans la réalité quotidienne de la lutte clandestine, ces trois temporalités coexistent et se chevauchent sans cesse, elles possèdent néanmoins chacune sa propre logique, et ce sont ces logiques qu'explore et articule inlassablement le discours résistant, inséparable de l'action dont il préfigure et justifie les modalités. Ces trois niveaux de temporalité résistante se vivent en réaction au temps de l'Occupation, temps bloqué, immobile en quelque sorte, en raison du refus de l'avenir qu'il ouvre.

<sup>38</sup> Voir la série de cinq colloques organisés par l'IHTP sur "La Résistance et les Français" déjà cités.

<sup>39</sup> Cf. André Hauriou, *Vers une doctrine de la Résistance. Le socialisme humaniste*, Alger, Editions de la Revue Fontaine, 20 octobre 1944.

<sup>40</sup> Cf. Alya Aglan, « La Résistance est-elle un humanisme ? », dans *Pourquoi résister ? Résister pour quoi faire ?*, textes rassemblés et édités par Bernard Garnier, Jean-Luc Leleu, Jean Quellien et Anne Simonin, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2006, p. 35-47.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

« Ma vie est sans horizon, les autres aussi », note Charles d'Aragon<sup>41</sup> dans son journal le 13 juin 1941. Léon Werth, réfugié en zone Sud dans un petit village du Jura du nom de Saint-Amour, note le 6 octobre 1941 :

« Le temps, depuis l'armistice, ce n'était pas du vrai temps. C'était du temps d'attente. Nous le classions dans la catégorie du temps qu'on passe dans une gare pour attendre un train, dans la catégorie des nuits de chemin de fer. Temps qu'on annule, temps hors la vie, temps intermédiaire. »

Le régime d'Occupation transforme le rapport qu'entretiennent les individus avec le temps. Les journaux intimes déjà publiés, notamment ceux de Charles Rist, Jean Guéhenno, Léon Werth, Henri Irénée Marrou et ceux récemment exhumés par Guillaume Piketty, comme celui de Louis Martin-Chauffier, celui de Charles d'Aragon – qui évoque, le 9 janvier 1941, « l'angoisse du temps qui s'écoule dans l'inaction<sup>42</sup> » – le constatent avec vigueur. Ancien fondateur, avec Bernard Lecache, de la Ligue contre les pogromes en 1927 et de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) en 1928, Lazare Rachline (dit Lucien Rachtel), naturalisé en 1938 et engagé volontaire en 1939, prisonnier évadé, membre de Libération-Sud et chef du réseau d'évasion Vic (SOE), est aussi la cheville ouvrière de la célèbre évasion du camp de Mauzac de juillet 1942. « Brûlé » en France, condamné à mort par contumace, rappelé en Angleterre où il parvient après maintes difficultés, il se retrouve à la tête de la section NM du BCRA, chargée des affaires non militaires, c'est-à-dire de la coordination des activités politiques en France. Au printemps 1944, il assure en tant qu'envoyé personnel du général de Gaulle, sous le nom de « Socrate », « la plus importante mission clandestine de 1944 » selon Jean-Louis Crémieux-Brilhac, la mission « clé », visant à transmettre aux membres de la Délégation générale et aux dirigeants de la Résistance les nouvelles orientations de la stratégie militaire gaullienne : « le débarquement ne doit pas être le signal de l'insurrection générale (...) aucune action de masse ne doit avoir lieu avant que les armées alliées aient pu se déployer sur le continent et passer à l'offensive<sup>43</sup> ». Dans le même temps, il doit veiller aux dernières désignations des cadres civils de la libération, dont le nouveau délégué général Alexandre Parodi, en vue du rétablissement de la légalité républicaine, avant d'être parachuté dans le maquis de l'Ain puis de participer, à l'été 1944, aux combats pour la libération de Paris<sup>44</sup>. Ce rapide schéma d'une intrépide action résistante le fait ainsi passer du sauvetage, en 1942, à la planification, à fin de l'année 1943, puis à l'accélération de 1944 épousant ainsi les priorités du moment, partant du diagnostic porté sur le présent. Dès le 3 juin 1940, il écrit à son ami Roger Hesse :

<sup>41</sup> Cf. Guillaume Piketty (éd.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, 2009, p. 65.

<sup>42</sup> Cf. Charles Rist, *Une saison gâtée. Journal de la Guerre et de l'Occupation 1939-1945*, établi, présenté et annoté par Jean-Noël Jeanneney, Paris, Fayard, 1983 ; Jean Guéhenno, *Journal des années noires 1940-1944*, Paris, Gallimard, 1947 ; Léon Werth, *Déposition. Journal, 1940-1944*, Paris, Grasset, 1946, rééd. Viviane Hamy, présentation et notes de Jean-Pierre Azéma, 1992 ; Henri Irénée Marrou, *Carnets posthumes*, édités par Françoise Marrou-Flamant et présentés par Jacques Prévotat, Paris, Le Cerf, 2006 ; Guillaume Piketty (éd.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, *op. cit.* p. 19.

<sup>43</sup> Il s'agit de l'Instruction sur l'action de la Résistance française du 31 mars 1944. Cf. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, *op. cit.*, p. 782-784.

<sup>44</sup> Ces éléments de biographies sont empruntés à Guillaume Piketty, *op. cit.*, p. 1095-1097.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

« Nous verrons peut-être la Russie et l'Amérique et la Turquie et d'autres venir avec nous et nous finirons par vaincre. La vie sera encore belle<sup>45</sup>. »

Anticipation continue du futur espéré, les horizons de la résistance se présentent aussi dans un emboîtement d'espaces : la France, l'Europe, le Monde.

## L'horizon européen des Résistances

Les différents horizons temporels recouvrent des rayons d'action qui peuvent se superposer sans se contrarier. L'horizon primordial est évidemment la libération du territoire français et de l'Empire. Il est commun à l'ensemble de la Résistance française. Mais, au-delà des horizons proprement nationaux, des écrits résistants manifestent des préoccupations pour une réorganisation des relations entre les Etats, tandis que d'autres se projettent dans un avenir transnational. L'analyse des textes de résistants sur l'Europe offre une autre occasion de sortir des limites habituelles – nationales – de l'historiographie, et de rendre ainsi possible une histoire comparée des résistances en Europe.

La réflexion européenne des résistants est largement nourrie des ébauches de l'entre-deux-guerres. Si elle n'est pas constituée en un courant homogène et structuré, elle est loin d'être négligeable car elle émerge et circule, malgré les multiples obstacles liés à la clandestinité, dans le contexte d'une Europe unifiée, mais non pacifiée, sous la botte allemande. Pour la première fois, l'idée européenne se heurte à la conquête militaire et à l'idéologie nazie qui prône une Europe allemande, un Reich de mille ans, soit une éternité. Telle qu'elle se dessine dans de nombreux écrits clandestins, l'idée d'Europe est inséparable de la question des droits de l'homme et se trouve ainsi placée au cœur des enjeux de la Seconde Guerre mondiale. En France, les promoteurs les plus connus de la cause européenne sont Henri Frenay<sup>46</sup>, Claude Bourdet et André Hauriou pour le mouvement Combat, Philippe Viannay pour Défense de la France, Emmanuel d'Astier pour Libération-Sud, le militant fédéraliste Alexandre Marc et le juriste antifasciste Silvio Trentin, qui rédige des projets de constitution pour la France et l'Italie – Républiques fondatrices des « Etats-Unis d'Europe » – au sein du groupe socialiste toulousain Libérer et fédérer. En juin 1943, se constitue à Lyon un Comité français pour la fédération européenne en réponse à l'appel des Mouvements européens de résistance réunis en congrès à Genève au mois de mai 1943<sup>47</sup>. L'Europe constitue pour les combattants une voie tracée pour l'avenir, une alternative à un présent national douloureux.

Anticipant une ère post-nationale, l'abandon de l'idée nationale est même vue par des résistants européens, notamment des Allemands et des Italiens, comme la seule solution capable de préserver le monde de la domination économique qui est supposée être à l'origine de la guerre. Alors que l'horizon de la Résistance française semble s'élargir par l'élaboration de ces projets européens, les résistants allemands y sont contraints par le rétrécissement des possibilités de victoire, puis par le renoncement aux vues géopolitiques qui pouvaient laisser espérer, au moins, la survie d'un Etat-nation. Entre des personnalités issues des mouvements de résistance européens, des

<sup>45</sup> Cf. Guillaume Piketty, *op. cit.*, p. 1101.

<sup>46</sup> Cf. Robert Belot, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, Paris, Le Seuil, 2003.

<sup>47</sup> Cf. Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance*, chapitres IV et V, *op. cit.*, p. 155-223.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

liens s'établissent pendant la guerre. Réunissant une quinzaine de personnes, les rencontres du printemps 1944 à Genève débouchent sur un accord de principe, mais la forme de l'Europe à construire reste objet de débats<sup>48</sup>. Le fait est suffisamment important pour que les échos de ces rencontres trouvent leur place dans la presse clandestine. L'édition du 13 juillet 1944 du journal *France*, édité à Londres dans des cercles anti-gaullistes<sup>49</sup>, rend compte des réunions des « délégués des mouvements de la résistance européenne », le 1<sup>er</sup> juillet 1944 (en réalité le 7 juillet), dans « une ville d'Europe occupée », soit Genève.

« Agissant dans les limites des mandats dont ils sont investis par les conseils nationaux de la résistance de leurs pays respectifs », ils adoptent une résolution commune dont le cinquième point est ainsi libellé :

« Les délégués des mouvements de la résistance européenne (...) 5) déclarent que la lutte héroïque menée sur tous les fronts de la résistance intérieure contre l'ennemi commun n'est pas seulement un éclatant témoignage de patriotisme et de foi dans la résurrection de leur pays, mais que tant de sacrifices et de souffrances subis pour la même cause ont créé entre eux des liens de fraternité et ont donné naissance à une conscience nouvelle de solidarité européenne des peuples libres dont le maintien sera un des gages essentiels de la paix<sup>50</sup>. »

La même idée de fraternité, de communauté de souffrance entre combattants clandestins est reprise par Romain Gary dans son premier roman *Education européenne*, rédigé pendant la guerre, entre deux missions, et publié en juin 1945 chez Gallimard<sup>51</sup>. Alors que pour les combattants clandestins français, il s'agit d'anticiper la victoire, les opposants et résistants allemands anticipent la défaite. Plus le diagnostic de celle-ci est précoce chez ces derniers, plus la réflexion en direction d'une Europe fédérale et supranationale s'affirme avec netteté. Les groupes allemands les plus conservateurs évoluent d'une Europe restaurée vers une Europe reconstruite sur des bases entièrement nouvelles. Pour le cercle de Kreisau, la défaite qui s'annonce est analysée comme le moment de la refondation nécessaire d'une Europe chrétienne. L'Europe comme vision d'avenir doit servir à refonder historiquement la civilisation

<sup>48</sup> Cf. *L'Europe de demain*, Centre d'action pour la fédération européenne, Neuchâtel, éditions de la Baconnière, 1945 ; Walter Lipgens, *Documents on the History of European Integration*, 2 vol., Berlin, Walter de Gruyter, 1985-1986 ; Michel Dumoulin (dir.), *Plans des temps de guerre pour l'Europe d'après-guerre, 1949-1947*, actes du colloque de Bruxelles, 12-14 mai 1993, Bruxelles, 1995 ; José Gotovitch, Pascal Delwitt, Jean-Michel De Waele, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992 ; Thierry Grosbois, « L'idée européenne en temps de guerre » dans *le Benelux, 1940-1944*, Louvain-la-Neuve, Academia, 1994 ; Christophe Réveillard, *Les Premières Tentatives de construction d'une Europe fédérale. Des traités de la Résistance au traité de la CED (1940-1954)*, éditions François-Xavier de Guibert, 2001 ; Tadeusz Wyrwa, *L'idée européenne dans la Résistance à travers la presse clandestine en France et en Pologne 1939-1945*, Paris, Nouvelles Editions latines, 1987 ; Frédéric Stephan, *Die Europavorstellungen im deutschen und im französischen Widerstand gegen Nationalsozialismus 1933/40 bis 1945*, doctorat de philosophie, Historisches Institut der Universität Stuttgart, 2002 ; Veronika Heyde, *De l'esprit de la résistance jusqu'à l'idée de l'Europe- projets européens et américains pour l'Europe d'après-guerre, 1940-1950*, doctorat d'histoire, Paris IV, 2007.

<sup>49</sup> Le premier numéro date du 1<sup>er</sup> août 1940. Tiré à 32 000 exemplaires, le journal, fondé par Pierre Comert, Georges Gombault et Louis Lévy, est subventionné par le ministère de l'Information britannique.

<sup>50</sup> Cf. *France*, n°1204, 13 juillet 1944, document communiqué par Anne Simonin que je remercie chaleureusement.

<sup>51</sup> L'ouvrage reçoit le prix des Critiques 1945. Cf. Fabrice Larat, « L'idée d'Europe et la résistance au nazisme, le témoignage méconnu de la fiction romanesque », *Storia e memoria* 2 (1997).

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

gravement atteinte par la barbarie. Ainsi les projets européens des résistants allemands sont-ils liés à la nécessité de sauvegarder ce qui peut encore l'être de souveraineté nationale. Européens par raison, les Allemands et les Italiens rejoignent les Français, Européens par utopie. Là aussi, la conscience d'un passé partagé permet de surmonter les conflits du présent pour, dans l'avenir, construire un nouvel horizon universel de convergences possibles. Les « Etats-Unis d'Europe » sont pensés comme un préalable aux « Etats-Unis du Monde ». Ces convergences dessinent un horizon historique plus large encore, celui d'une humanité libérée.

## Les résistants de l'urgence

A l'échelle des individus, le cas de Jean Cavallès illustre le caractère essentiel de la perception du temps pour comprendre l'évolution des formes qu'emprunte l'action<sup>52</sup>. L'analyse de ce parcours individuel pourrait être étendue à de nombreux exemples et éclairerait d'un nouveau jour le phénomène résistant dans son ensemble.

Jean Cavallès est de culture calviniste. Normalien comme son ami Albert Lautman, spécialiste des mathématiques, il enseigne la philosophie à l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand puis à la Sorbonne. Résistant, chef du réseau de zone nord Cohors (dans un premier temps Phalanx ZO), il investit notamment la région lilloise où il est en relation avec la Résistance belge. Désigné par Londres chef de Libération-Nord, il oriente les activités du mouvement vers la lutte armée avant de démissionner pour se consacrer au sabotage, au sein d'un petit groupe d'action (GRAC). Son action se réduit, en termes de responsabilités, mais s'intensifie comme s'il s'agissait d'accélérer l'événement et de défier le temps. En un mot, il préfère l'action directe aux reconstitutions clandestines des sections socialistes et syndicalistes, dont le mouvement a le secret. « Nous nous étions mis d'accord, témoigne Yves Farge – qui côtoie dans la clandestinité celui qu'il qualifie de « logicien huguenot » –, sur un point de doctrine que nous n'étions pas nombreux à partager :

« D'abord l'action ; la politique après la Libération » (...) Je revois un Cavallès très nerveux. Il manquait d'explosifs. (...) "J'ai fait mon choix (dit Cavallès), il faut gagner la liberté, avant d'aménager la liberté"<sup>53</sup>. »

Destin tragique, il est arrêté à Paris le 23 août 1943. Après un séjour à Fresnes, il est fusillé à Arras en février 1944 et devient « l'inconnu de la fosse n°5 ». Il reste une sorte de mystère autour de cette mort qui a alimenté le « mythe Cavallès<sup>54</sup> ».

Les prises de position de Cavallès par rapport aux options divergentes de ses camarades et de leurs organisations demandaient à être comprises dans la logique, à

<sup>52</sup> Cf. Alya Aglan, Jean-Pierre Azéma (dir.), *Jean Cavallès résistant ou la Pensée en actes*, Paris, Flammarion, 2002.

<sup>53</sup> Cf. Yves Farge, *Rebelles, soldats et citoyens. Souvenirs d'un commissaire de la République*, Paris, Grasset, 1946, p.28-29.

<sup>54</sup> Cf. André Comte-Sponville, « Jean Cavallès ou l'héroïsme de la raison (Mourir pour *Paris-Soir* ou pour l'universel) », dans *Visages de la Résistance, Revue La Liberté de l'esprit*, numéro 16, automne 1987, p. 43-69. Voir aussi, Laurent Douzou, « Jean Cavallès, un itinéraire résistant hors du commun », dans *Philosophia Scientiae*, 3 (1), 1998, p.139-155 ; « La Résistance française en quête d'un héros éponyme (1942-1996) », dans *Mélanges offerts à Maurice Agulhon, La France démocratique* (Christophe Charle et alii, dir.), Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 431-444.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

la fois historique et existentielle, de sa démarche. L'évolution de ses activités l'amène peu à peu à se recentrer sur l'immédiat de l'action, dans un sentiment d'« urgence » et de « joie », selon ses propres mots. Pour lui, le temps semble se raccourcir et s'intensifier étrangement, comme s'il avait la volonté d'affronter directement l'événement, voire de le créer. Son parcours de résistant peut servir de laboratoire pour celui des autres résistants, pourtant bien différents dans leur parcours comme dans leurs origines. Le cas Cavallès pose de multiples questions : quels étaient les ressorts de cet activisme sans autre finalité que l'accélération de l'avènement de la Libération ? Contrairement à ce qui se passe pour ses camarades de Libération-Nord, Cavallès ne semblait effectuer aucune projection politique à moyen ou long terme. Il a restreint sa sphère à l'action immédiate. Avec d'autres, il partage la conviction de l'imminence du débarquement allié, attendu pour l'été 1943. Elle s'appuie sur la demande des Soviétiques, formulée dès septembre 1941, d'ouverture d'un deuxième front, se nourrit du traité d'alliance anglo-soviétique du 20 mai 1942, de l'immense déception occasionnée par l'échec du raid anglo-canadien contre Dieppe, le 19 août 1942 et, plus encore, de la réussite de l'opération Torch du 8 novembre 1942, au moment du débarquement allié en Afrique du Nord. Enfin, le discours de Churchill du 30 juin 1943 focalise toutes les attentes en annonçant, à propos des opérations amphibies d'envergure, « *that is very probable there will be heavy fighting in the Mediterranean and elsewhere before the leaves of autumn fall*<sup>55</sup>. »

Avant son arrestation, les télégrammes envoyés à Londres par Cavallès le montrent uniquement tourné vers le sabotage et l'action immédiate. Emmanuel d'Astier de la Vigerie, dans ses mémoires, constate le même repli qu'il formule à sa manière :

« Ce professeur de logique possédait la véritable fantaisie qui est l'indépendance. Remonté à Paris, il devait tomber sur une bande de braves gens résistants mais pieds plats et madrés comme des notaires, voués à toutes les attentes et à tous les doutes. Cela devait lui couper les ailes. Plutôt que de s'incruster dans cette compagnie, il s'en alla avec quelques copains faire sauter des trains, des usines et des transformateurs<sup>56</sup>. »

Cette dernière interprétation n'épuise certes pas l'explication mais elle pointe de manière aigüe la question de l'accélération du temps comme si, avec Cavallès, une partie de la Résistance affrontait l'événement dans l'espoir de le remodeler et, par là, de retrouver un accès à l'Histoire.

« La seule chose que je voudrais, écrit Charles d'Aragon dans son journal, le 12 février 1941, c'est agir sur les hommes de mon temps<sup>57</sup>. »

Changer le cours des événements constitue bien l'ambition essentielle de la Résistance dans son ensemble.

« C'est la tension entre l'expérience et l'attente qui suscite, dit Reinhart Koselleck, de façon chaque fois différente, des solutions nouvelles et qui engendrent par là le temps<sup>58</sup>. »

<sup>55</sup> *Onwards to victory, War Speeches by the Right Hon. Winston S. Churchill C.H., M.P. 1943*, compiled by Charles Eade, London, Cassell and Company Ltd, 1944, p. 132.

<sup>56</sup> Cf. Emmanuel d'Astier de la Vigerie, *Avant que le rideau ne tombe*, Paris, Le Sagittaire, 1945, p. 5.

<sup>57</sup> Cf. Guillaume Piketty, *op. cit.*, p. 32.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Alors que le totalitarisme bloque le temps historique en réduisant toute initiative à la réaffirmation de son pouvoir absolu, la Résistance crée, par la dynamique même de l'action tournée vers l'avenir, son propre temps.

### **L'auteur**

Alya Aglan (université de Paris-Ouest La Défense) a notamment publié *La Résistance sacrifiée. Histoire du mouvement Libération-Nord* (Paris, Champs Flammarion, réédition 2006), en co-direction avec Jean-Pierre Azéma, *Jean Cavallès résistant ou la Pensée en actes* (Paris, Flammarion, 2002) et *Le Temps de la Résistance* (Arles, Actes Sud, 2008).

### **Résumé**

Le mouvement historiographique actuel des études sur la résistance a nourri de nouvelles approches. Dans la France occupée depuis juin 1940 par les Allemands, la résistance française doit, pour se construire une légitimité historique, inscrire son action dans le temps. Les formes d'action choisies par les différents groupes combattants dépendent du diagnostic porté sur l'avenir français, européen et mondial, alors qu'un certain passé revendiqué leur permet d'intégrer l'histoire de la nation. Il s'agit donc d'analyser la naissance et l'évolution des principales formations résistantes par rapport à ces critères temporels, plutôt que de les décrire en fonction des distinctions classiques entre résistance intérieure et extérieure, gaullistes et communistes, réseaux et mouvements, « attentistes » et tenants de la lutte armée, ou encore entre politiques et militaires. Abordée sous cet angle, la résistance s'organise progressivement autour d'une nouvelle synthèse politique, dont le principe peut être défini comme un « humanisme socialiste » (Hauriou).

### **Abstract :**

Grasping how the Resistance thought about its place in the flow of France's history opens the way to a new understanding of the Resistance phenomenon. In German-occupied France, the Resistance had to situate itself historically in order to build up its legitimacy. The forms of action chosen by the various combatant groups varied with the diagnosis each proposed of France's, Europe's, indeed the world's future. At the same time, a certain assumed or constructed past enabled each group to integrate itself into the history of the nation. It seems thus preferable to analyse the birth and the evolution of the principal resistant formations with reference to such temporal conceptions, rather than to describe them according to the traditional distinctions between interior and external resistance, Gaullists and Communists, networks and movements, advocates of a "wait-and-see" strategy and partisans of the armed struggle, not to mention the politicians versus the military. Looked at in this way, the Resistance organized itself gradually, working its way toward a new political synthesis whose principal thrust can be defined as "socialist humanism" (Hauriou).

---

<sup>58</sup> Cf. Reinhardt Koselleck, *Le futur passé, op. cit.*, p. 314.

Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

**Mots clés :** Résistance française ; Résistance européenne ; mouvement historiographique ; humanisme ; Seconde Guerre mondiale.

**Key words:** French Resistance; European Resistance; Historiography; humanism; Second World War.

**Pour citer cet article :** Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement » », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009.